

Intégrer l'information	Décider	Motiver des collaborateurs	Agir de manière orientée service (K)	Faire preuve d'engagement	
Innover	Organiser	Développer des collaborateurs	Conseiller	Gérer le stress	
Conceptualiser	Gérer le service	Souder des équipes	Influencer	S'auto-développer (K)	
Comprendre l'organisation	Gérer l'organisation	Diriger des équipes	Etablir des relations	Atteindre les objectifs (K)	
Développer une vision	Piloter l'organisation	Inspirer	Construire des réseaux	S'impliquer dans l'organisation	
Compétences techniques (par fonction)					
6. Objectifs opérationnels (2) à atteindre					
La formulation d'objectifs utilisables est donc la base d'un travail « orienté résultats ».					
Objectifs de recherche scientifique	Moyens	Motivation	Délais	Indicateurs	Apport personnel
Objectifs en matière de service public scientifique	Moyens	Motivation	Délais	Indicateurs	Apport personnel
Lu et approuvé, Date et signature du membre du personnel		Lu et approuvé, Date et signature du supérieur hiérarchique		Lu et approuvé, Date et signature du Directeur général	

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 30 août 2024 fixant le modèle de la fiche de fonction personnelle visée à l'article 12 de l'arrêté royal du 8 mai 2024 fixant les modalités d'engagement et d'évaluation de personnes sous contrat de travail au titre de personnel scientifique dans les établissements scientifiques fédéraux.

Th. DERMINE

Nota's

(1) Date dernière évaluation + 12 mois

(2) Le futur, exprimé en termes de résultats concrets, mesurables à l'aide d'indicateurs ou de critères appropriés.

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/204599]

29 AVRIL 2024. — Décret modifiant diverses dispositions relatives à la politique de l'emploi en vue d'y instaurer les tests de situation (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs*

Article 1^{er}. Dans l'article 8 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, par le décret du 28 avril 2016, sont insérés les paragraphes 2/1 et 2/2, rédigés comme suit :

" § 2/1. Le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine, retirer la reconnaissance de l'agence locale pour l'emploi qui enfreint le décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes et la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination.

L'agence locale pour l'emploi refuse toute demande discriminatoire d'un candidat-utilisateur ou d'un utilisateur. Une demande discriminatoire est définie comme une demande qui, si elle est acceptée, créerait une discrimination au sens du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

L'agence locale pour l'emploi signale dans les plus brefs délais, au moyen du formulaire numérique mis en place, toute demande discriminatoire qu'elle reçoit de la part d'un candidat-utilisateur ou d'un utilisateur aux inspecteurs visés par le décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. L'agence locale pour l'emploi fournit tous les détails pertinents concernant la demande discriminatoire, y compris les coordonnées du candidat-utilisateur ou de l'utilisateur, la nature de la discrimination présumée et toute autre information qui permet de faciliter l'enquête.

§ 2/2. L'agence locale pour l'emploi qui échoue à un test de situation est présumée avoir pratiqué une discrimination dans sa mission d'organisation et de contrôle d'activités non rencontrées par les circuits de travail réguliers.

Le test de situation est celui visé à l'article 10/1 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, à l'article 10/1 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations ou à l'article 42/1 du Code pénal social. "

Art. 2. Dans le même arrêté-loi, il est inséré un nouvel article *8quinquies*, rédigé comme suit :

" Art. *8quinquies*. L'agence locale pour l'emploi, son préposé, ou son mandataire qui, n'a pas dénoncé une demande discriminatoire en contravention avec l'article 8, § 2/1, alinéa 3, est punie d'une amende administrative de 50 à 500 euros. "

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité*

Art. 3. Dans l'article 2, § 2, de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, modifié en dernier lieu par le décret du 9 décembre 2021, l'alinéa 1^{er} est complété par un point n., rédigé comme suit :

" n. l'entreprise respecte le décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination. "

Art. 4. Dans l'article *3bis*, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 4 juillet 2011 et modifié en dernier lieu par le décret du 9 décembre 2021, l'alinéa 1^{er} est complété par un 5^o, rédigé comme suit :

" 5^o émis une demande discriminatoire visée à l'article *3ter* auprès de l'entreprise agréée. "

Art. 5. Dans la même loi, il est inséré un article *3ter* rédigé comme suit :

" Art. *3ter*. L'entreprise agréée refuse toute demande discriminatoire de la part d'un utilisateur. Une demande discriminatoire est définie comme une demande qui, si elle est acceptée, crée une discrimination au sens du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes ou la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination.

L'entreprise agréée signale dans les plus brefs délais, au moyen du formulaire numérique mis en place, toute demande discriminatoire qu'elle reçoit de la part d'un utilisateur aux inspecteurs visés par le décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. L'entreprise agréée fournit tous les détails pertinents concernant la demande discriminatoire, y compris les coordonnées de l'utilisateur, la nature de la discrimination présumée et toute autre information permettant de faciliter l'enquête. "

Art. 6. Dans le chapitre II, section 1^e, de la même loi, il est inséré un article 7/2 rédigé comme suit :

" Art. 7/2. L'entreprise agréée qui échoue à un test de situation est présumée avoir pratiqué une discrimination dans ses activités de travaux ou de services de proximité.

Le test de situation est celui visé à l'article 10/1 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, à l'article 10/1 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations ou à l'article 42/1 du Code pénal social. "

Art. 7. À l'article *10ter* de la même loi, rétabli par le décret du 28 avril 2016 et modifié par le décret du 9 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est complété par un 4^o rédigé comme suit :

" 4^o fournit des travaux ou des services de proximité sans être agréé à cette fin. "

2^o le paragraphe 3 est complété par un 4^o, rédigé comme suit :

" 4^o n'a pas transmis à la société émettrice en vue du remboursement, les titres-services groupés par mois au cours duquel les prestations sont effectivement effectuées. "

Art. 8. Dans la même loi, l'article *10quater*, rétabli par le décret du 28 avril 2016 et remplacé par le décret du 9 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 4, 2^o, le mot " trois " est remplacé par le mot " cinq ";

2^o l'article est complété par un paragraphe 5, rédigé comme suit :

" § 5. L'entreprise agréée, son préposé, ou son mandataire qui, n'a pas dénoncé une demande discriminatoire en contravention avec l'article *3ter*, alinéa 2, est punie d'une amende administrative de 50 à 500 euros. "

CHAPITRE 3. — *Modifications du décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement*

Art. 9. L'article 1^{er} du décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement est complété par un 16^o, rédigé comme suit :

" 16^o une demande discriminatoire : une demande qui, si elle est acceptée, crée une discrimination au sens du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination. "

Art. 10. Dans l'article 10, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 20 février 2014, le 6^o est remplacé par ce qui suit :

" 6^o se conformer au décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, à la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, à la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes et la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination. "

Art. 11. Dans le chapitre IV, section 1^{re}, du même décret, il est inséré un article 10/1 rédigé comme suit :

" Art. 10/1. § 1^{er}. L'agence de placement enregistrée refuse toute demande discriminatoire de la part d'un employeur.

L'agence de placement enregistrée signale dans les plus brefs délais, au moyen du formulaire numérique mis en place, toute demande discriminatoire qu'elle reçoit de la part d'un employeur aux inspecteurs visés par le décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. L'agence de placement enregistrée fournit tous les détails pertinents concernant la demande discriminatoire, y compris les coordonnées de l'employeur, la nature de la discrimination présumée et toute autre information permettant de faciliter l'enquête.

§ 2. L'agence de placement enregistrée qui échoue à un test de situation est présumée avoir pratiqué une discrimination dans ses activités de placement.

Le test de situation est celui visé à l'article 10/1 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, à l'article 10/1 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations ou à l'article 42/1 du Code pénal social. "

Art. 12. Dans l'article 11, § 1^{er}, 5^o, d), du même décret, les mots " en ce compris la discrimination entre les femmes et les hommes en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle " sont abrogés.

Art. 13. Dans le chapitre IV, section 2, du même décret, il est inséré un article 11/1, rédigé comme suit :

" Art. 11/1. § 1^{er}. L'agence de travail intérimaire agréée refuse toute demande discriminatoire de la part d'un utilisateur.

L'agence de travail intérimaire agréée signale dans les plus brefs délais, au moyen du formulaire numérique mis en place, toute demande discriminatoire qu'elle reçoit de la part d'un employeur aux inspecteurs visés par le décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. L'agence de travail intérimaire agréée fournit tous les détails pertinents concernant la demande discriminatoire, y compris les coordonnées de l'utilisateur, la nature de la discrimination présumée et toute autre information permettant de faciliter l'enquête.

§ 2. L'agence de travail intérimaire agréée qui échoue à un test de situation est présumée avoir pratiqué une discrimination dans ses activités de service de travail intérimaire.

Le test de situation est celui visé à l'article 10/1 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, à l'article 10/1 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations ou à l'article 42/1 du Code pénal social. "

Art. 14. Dans l'article 13, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " de l'article 10 " sont remplacés par les mots " des articles 10 et 10/1 ".

Art. 15. L'article 16 du même décret, modifié par le décret du 28 février 2019, est complété par un paragraphe 3, rédigé comme suit :

" § 3. L'agence de placement ou l'agence de travail intérimaire, son préposé, ou son mandataire qui, n'a pas dénoncé une demande discriminatoire en contravention avec l'article 10/1, § 1^{er}, alinéa 2, ou avec l'article 11/1, § 1^{er}, alinéa 2, est punie d'une amende administrative de 50 à 500 euros. "

CHAPITRE 4. — *Modifications du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations*

Art. 16. Dans l'article 1^{er} du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 13^o, les mots " ou une mesure alternative " sont insérés entre " une amende administrative " et " peut être infligée ";

2^o il est inséré un 16^o rédigé comme suit :

" 16^o la mesure alternative : la mesure infligée au contrevenant par le fonctionnaire sanctionnateur qui, si elle est valablement exécutée, se substitue à l'amende administrative conformément aux dispositions de la section 2/1 du chapitre 9. "

Art. 17. Dans le même décret, il est inséré un article 10/1, rédigé comme suit :

" Art. 10/1. § 1^{er}. En vue de la recherche et de la constatation des violations du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et de ses arrêtés d'exécution, les inspecteurs peuvent réaliser des tests de situation de l'employeur et du bénéficiaire en se présentant comme des clients, des clients potentiels, des travailleurs ou des travailleurs potentiels, afin de vérifier si une discrimination fondée sur un ou plusieurs critères protégés visé à l'article 4, 5^o, dudit décret a été ou est commise.

Le test de situation réalisé par les inspecteurs, sous une identité d'emprunt et, par dérogation à l'article 6, sans devoir se justifier de leurs fonctions ou du fait que les constatations faites à cette occasion peuvent être utilisées pour l'exercice du contrôle, peut, entre autres, mais pas exclusivement, consister en :

1^o l'envoi par les inspecteurs, en principe en réponse à une offre d'emploi ou, sans préjudice du paragraphe 4, à la manière de candidatures spontanées, de candidatures similaires qui varient uniquement selon l'un des critères protégés visés à l'article 4, 5^o, du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;

2^o la prise de contact avec un employeur en vue de vérifier qu'il ne répond pas à une demande discriminatoire d'un client ou d'un client potentiel.

L'enregistrement de la conversation réalisé à l'insu des autres participants à la conversation peut être utilisé à des fins probatoires pour autant qu'il ait été réalisé par les inspecteurs participant à la conversation ou assistant à la conversation réalisée par le tiers visé au paragraphe 7.

Les articles 193 à 214 du Code pénal ne sont pas applicables lorsque des éléments fictifs sont introduits dans les candidatures rédigées dans le but de permettre la réalisation d'un test.

§ 2. Les personnes suivantes qui, à l'occasion des tests de situation prévus par le présent article, commettent des faits punissables nécessaires, ne commettent pas d'infraction :

1^o les inspecteurs;

2^o le magistrat du ministère public qui autorise, s'il y a lieu, le test de situation;

3^o le tiers visé au paragraphe 7 lorsqu'il est fait appel momentanément à ses services par un inspecteur pour la réalisation du test de situation;

4^o l'expert visé au paragraphe 8 lorsqu'il participe à la confection d'une candidature.

§ 3. L'ensemble des actions réalisées lors du test de situation et ses résultats sont consignés dans un rapport.

L'inspecteur notifie par courrier recommandé une copie du rapport sur le test de situation à la victime qui a introduit une plainte si celle-ci en a fait la demande. La notification a lieu dans les quinze jours qui suivent l'adoption du rapport.

§ 4. Le test de situation répond aux conditions suivantes :

1^o il ne peut pas avoir un caractère provoquant au sens de l'article 30 du Titre préliminaire du Code de procédure pénale et se borne à créer l'occasion de mettre à jour une pratique discriminante en reproduisant, sans excès, un processus d'embauche, de recrutement ou de mise à l'emploi ou toute autre situation de travail dans laquelle une telle pratique est susceptible de se produire;

2^o il est réalisé uniquement dans les cas suivants :

a) sur base de la présence d'indications objectives de discrimination, ou à

la suite d'une plainte étayée ou d'un signalement;

b) sur la base d'une suspicion raisonnable de pratiques discriminatoires mises en lumière au niveau d'un secteur d'activité, notamment, par les résultats d'études statistiques;

c) sur la base d'une suspicion raisonnable de pratiques discriminatoires mise en lumière, notamment, à la suite des résultats de la comparaison des données sociales d'entreprises au sein d'un secteur d'activité avec celles de l'économie wallonne.

Les tests de situation visés sous b) et c) sont réalisés uniquement avec l'accord exprès et préalable de l'auditeur du travail ou du procureur du Roi.

§ 5. Le test de situation réalisé conformément à la présente disposition, s'il est positif, est constitutif d'un fait permettant de présumer l'existence d'une discrimination directe ou indirecte susceptible de sanction en application du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

§ 6. Si le test de situation est positif, les inspecteurs procèdent à l'audition de la personne en infraction conformément aux articles 33 et 34.

§ 7. L'inspecteur peut, pour la seule et unique réalisation d'un test de situation, faire appel momentanément à un tiers qui n'est pas inspecteur dans la mesure où la réalisation de ce test nécessite l'intervention d'une personne qui présente une caractéristique particulière en lien avec l'un des motifs de discrimination mentionnés à l'article 4, 7^o et 9^o, du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination. Ce tiers agit pour le compte de l'inspecteur et sous la pleine et entière responsabilité de ce dernier.

L'auditeur du travail ou le procureur du Roi donne son accord exprès et préalable à l'appui par un tiers.

Le Gouvernement détermine les modalités de désignation des tiers ainsi que les conditions dans lesquelles ceux-ci peuvent être rémunérés.

§ 8. L'inspecteur peut, pour la rédaction d'un acte de candidature devant être utilisé dans le cadre d'un test de situation, se faire assister par un expert, qui n'est pas inspecteur, dans la mesure où l'offre d'emploi à laquelle il est envisagé de répondre ou la candidature spontanée qu'il est envisagé d'envoyer correspond à un profil particulier.

Le Gouvernement détermine les modalités de désignation des experts ainsi que les conditions dans lesquelles ceux-ci peuvent être rémunérés. "

Art. 18. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre IX est remplacé par ce qui suit :

" Amendes administratives et mesures alternatives "

Art. 19. Dans l'article 50 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots " ou d'une mesure alternative " sont insérés après les mots " font l'objet d'une amende administrative ";

2° au paragraphe 2, les mots " sont poursuivies par voie d'amende administrative " sont remplacés par les mots " sont soit poursuivies par voie d'amende administrative, soit font l'objet d'une mesure alternative ";

3° au paragraphe 3, les mots " et prend les décisions relatives aux mesures alternatives " sont insérés entre les mots " inflige les amendes administratives " et " dans des conditions garantissant son indépendance ".

Art. 20. Dans l'article 51 du même décret, les mots " ou d'une mesure alternative " sont insérés entre les mots " d'une amende administrative " et les mots " est exclue ".

Art. 21. Dans l'article 52, alinéa 2, du même décret, les mots " la procédure d'amende administrative " sont remplacés par les mots " des poursuites administratives ».

Art. 22. Dans l'article 56, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " ou de la mesure alternative " sont insérés entre les mots " l'application de l'amende administrative " et les mots " et lui communique à sa demande ".

Art. 23. Dans l'intitulé de la sous-section 3, section 1^e, du chapitre IX, du même décret, les mots " ou une mesure alternative " sont insérés après les mots " une amende administrative ".

Art. 24. Dans l'article 58 du même décret, les mots " ou la mesure alternative " sont insérés entre les mots " L'amende administrative " et les mots " peut être infligée ".

Art. 25. Dans l'article 59, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " ou la mesure alternative " sont insérés entre les mots " L'amende administrative " et les mots " ne peut plus être infligée ".

Art. 26. Dans l'article 60 du même décret, les mots " ou la mesure alternative " sont insérés entre les mots " L'amende administrative " et les mots " ne peut pas être infligée ".

Art. 27. Dans l'article 61, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " une simple déclaration de culpabilité ou infliger une amende administrative " sont remplacés par les mots " une simple déclaration de culpabilité, infliger une mesure alternative ou une amende administrative ".

Art. 28. Dans l'article 62, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " ou la mesure alternative " sont insérés entre les mots " soit d'infliger l'amende administrative " et le mot " envisagée ".

Art. 29. Dans l'article 63 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots " ou la mesure alternative " sont insérés entre les mots " l'amende administrative " et les mots " est motivée ";

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

" Elle constitue une injonction soit de payer l'amende administrative, soit de réaliser la mesure alternative ou, à défaut d'exécution valable de cette mesure, de payer l'amende administrative, et contient, entre autres, les considérations de droit et de fait pour, d'une part, répondre aux moyens de défense présentés et, d'autre part, motiver le montant de l'amende administrative ainsi que, le cas échéant, les modalités d'exécution de la mesure alternative. ";

3° à l'alinéa 3, il est inséré un 4°/1 rédigé comme suit :

" 4°/1 le cas échéant, les modalités d'exécution de la mesure alternative; ".

Art. 30. Dans l'article 64, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " à acquitter l'amende dans le délai visé à l'article 68 " sont remplacés par les mots " soit à acquitter l'amende dans le délai visé à l'article 68, soit à réaliser la mesure alternative ou, à défaut d'exécution valable de cette mesure, à acquitter l'amende administrative ".

Art. 31. À l'article 66 du même décret, les mots " ou une mesure alternative " sont insérés après les mots " une amende administrative ".

Art. 32. Dans l'article 68, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " ou à compter du jour de la notification de l'invitation à acquitter l'amende administrative en cas d'exécution non valable de la mesure alternative " sont insérés après les mots " la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée ".

Art. 33. Dans l'intitulé de la section 2 du chapitre IX du même décret, les mots " et aux mesures alternatives " sont insérés après les mots " aux amendes administratives ".

Art. 34. Dans l'article 80, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " ou une mesure alternative, " sont insérés entre les mots " infligeant une amende administrative » et les mots " ou une condamnation ".

Art. 35. Dans l'intitulé de la sous-section 5, section 2, du chapitre IX du même décret, les mots " ou de la mesure alternative " sont insérés après les mots " de l'amende administrative ".

Art. 36. Dans l'article 83 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " ou de la mesure alternative " sont insérés entre les mots " l'amende administrative " et les mots " il ne peut être tenu compte d'une décision ";

2° les mots " ou une mesure alternative " sont insérés entre les mots " infligeant une amende administrative " et les mots " ou déclarant une culpabilité ".

Art. 37. Dans le chapitre IX du même décret, il est inséré une section 2/1 intitulée " Mesures alternatives ".

Art. 38. Dans le chapitre IX, section 2/1, insérée par l'article 50, il est inséré une sous-section 1^e intitulée " Dispositions générales ".

Art. 39. Dans le chapitre IX, section 2/1, sous-section 1^e, insérée par l'article 51, il est inséré un article 85/1 rédigé comme suit :

" Art. 85/1. § 1^{er}. Dans les cas où il l'estime opportun et lorsqu'une législation ou réglementation le prévoit expressément, le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger une mesure alternative au contrevenant majeur, moyennant son accord ou à la demande de ce dernier.

Lorsque la proposition émane du fonctionnaire sanctionnateur, le contrevenant est tenu de répondre dans les 30 jours à dater de l'envoi du courrier proposant la mesure alternative.

En cas d'accord sur la proposition, le fonctionnaire sanctionnateur notifie sa décision dans laquelle il détermine les modalités et conditions d'exécution de la mesure, dont le délai d'exécution, et prévoit une amende administrative à titre subsidiaire.

En cas de refus, le fonctionnaire sanctionnateur conserve la possibilité d'infliger uniquement une amende administrative.

§ 2. A l'issue du délai prévu dans la décision, l'exécution de la mesure alternative est contrôlée et le fonctionnaire sanctionnateur informe le contrevenant :

1° soit qu'il valide la bonne exécution de la mesure alternative et qu'aucune amende administrative n'est due;

2° soit qu'il en invalide la bonne exécution et l'enjoint à acquitter l'amende administrative prévue dans la décision visée à l'article 63.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut proroger le délai prévu dans la décision pour un maximum de soixante jours à compter de l'échéance fixée initialement, pour autant que le contrevenant apporte une motivation raisonnable justifiant le dépassement du délai. "

Art. 40. Dans le chapitre IX, section 2/1 insérée par l'article 50, du même décret, il est inséré une sous-section 2 intitulée " Prestation citoyenne ".

Art. 41. Dans le chapitre IX, section 2/1, sous-section 2, insérée par l'article 53, du même décret, il est inséré un article 85/2 rédigé comme suit :

" Art. 85/2. § 1^{er}. La prestation citoyenne consiste, le cas échéant conjointement, en :

1° une formation;

2° une prestation à titre gratuit encadrée par une entité désignée par le Gouvernement.

Elle est exécutée dans un délai d'un an à partir de la date de la notification de la décision du fonctionnaire sanctionnateur.

§ 2. Le contrôle visé à l'article 85/1, § 2, est exercé par un organisme d'encadrement.

Lorsque l'organisme d'encadrement constate que la prestation citoyenne a été valablement exécutée par le contrevenant dans les délais impartis, il en informe le fonctionnaire sanctionnateur par courrier électronique.

Lorsque l'organisme d'encadrement constate que la prestation citoyenne n'a pas été valablement exécutée dans les délais impartis, il en fait rapport au fonctionnaire sanctionnateur au plus tard dans les trente jours de l'échéance du délai prévu au paragraphe 1^{er}, alinéa 2. "

Art. 42. Le Gouvernement évalue l'application du présent décret au cours de la troisième année suivant son entrée en vigueur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 29 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1710 (2023-2024) N° 1 à 4

Compte rendu intégral, séance plénière du 26 avril 2024

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/204599]

29 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van verschillende bepalingen inzake het tewerkstellingsbeleid met het oog op de invoering van situatietests (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders*

Artikel 1. Artikel 8 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, wordt aangevuld met de paragrafen 2/1 en 2/2, luidend als volgt:

" § 2/1. De Regering kan, op de wijze die zij bepaalt, de erkenning intrekken van een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap dat het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, de Wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, de Wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen en de Wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie overtreedt.

Het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap weigert elk discriminerend verzoek van een kandidaat-gebruiker of gebruiker. Een discriminerend verzoek wordt gedefinieerd als een verzoek dat, indien aanvaard, discriminatie zou creëren in de zin van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

Het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap meldt elk discriminerend verzoek dat het ontvangt van een kandidaat-gebruiker of gebruiker zo snel mogelijk aan de inspecteurs bedoeld in het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen, via het daartoe voorziene digitale formulier. Het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap verstrekt alle relevante gegevens met betrekking tot het discriminerende verzoek, waaronder de contactgegevens van de kandidaat-gebruiker of gebruiker, de aard van de vermeende discriminatie en alle andere informatie die het onderzoek kan vergemakkelijken.

§ 2/2. Een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap dat niet slaagt voor een situatietest wordt verondersteld te hebben gediscrimineerd in zijn opdracht om activiteiten te organiseren en te controleren die niet onder de reguliere arbeidskanalen vallen.

Het gaat om de situatie bedoeld in artikel 10/1 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen, artikel 10/1 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen of artikel 42/1 van het Sociaal Strafwetboek. "

Art. 2. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 8/1, luidend als volgt:

"Art. 8quinquies : Het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap, zijn aangestelde of zijn lasthebber die in strijd met artikel 8, § 2/1, lid 3, heeft nagelaten een discriminerende toepassing te melden, wordt gestraft met een administratieve boete tussen 50 en 500 euro. "

Afdeling 2. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen

Art. 3. In artikel 2, § 2 van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, laatst gewijzigd bij het decreet van 9 december 2021, wordt lid 1 aangevuld met een punt n., luidend als volgt

" n. het bedrijf leeft het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie na. "

Art. 4. Artikel 3 bis, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 4 juli 2011 en voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 9 december 2021, wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

"5° aan de erkende onderneming een discriminerend verzoek als bedoeld in artikel 3ter heeft gedaan. "

Art. 5. In dezelfde wet wordt een artikel 3ter ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 3ter: De erkende onderneming weigert elk discriminerend verzoek van een gebruiker. Een discriminerend verzoek wordt gedefinieerd als een verzoek dat, indien aanvaard, discriminatie creëert in de zin van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, de Wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, de Wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen en de Wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie overtreedt.

Het erkende bedrijf meldt discriminerende verzoeken die het ontvangt van een gebruiker aan de inspecteurs bedoeld in het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen, door middel van het daartoe bestemde digitale formulier. De erkende onderneming verstrekt alle relevante details over het discriminerende verzoek, waaronder de contactgegevens van de gebruiker, de aard van de vermeende discriminatie en alle andere informatie die het onderzoek kan vergemakkelijken. "

Art. 6. In hoofdstuk II, afdeling 1, van dezelfde wet, wordt een artikel 7/ ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 7/2. De erkende onderneming die niet slaagt voor een situatietest, wordt verondersteld discriminatie te hebben toegepast in zijn werkactiviteiten of buurtdiensten.

Het gaat om de situatietest bedoeld in artikel 10/1 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen betreffende economisch beleid, werkgelegenheidsbeleid en wetenschappelijk onderzoek, evenals de invoering van administratieve geldboetes in geval van overtreding van bedoelde wetgevingen en reglementeringen, in artikel 10/1 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen of artikel 42/1 van het Sociaal Strafwetboek. "

Art. 7. In artikel 10 *ter* van delfde wet, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016 en gewijzigd bij het decreet van 9 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt:

4° buurtwerken of -diensten levert zonder hiertoe erkend te zijn; ”;

2° paragraaf 3 wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt:

”4° de dienstencheques, gegroepeerd per maand waarin de prestaties effectief werden geleverd, met het oog op de terugbetaling niet aan de uitgevende instelling heeft overgemaakt. ”.

Art. 8. In artikel 10 *quater* van dezelfde wet, hersteld bij het decreet van 28 april 2016 en vervangen bij het decreet van 9 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 4, 2°, wordt het woord « drie » vervangen door het woord « twee »;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt:

” § 5. Het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap, zijn aangestelde of zijn lasthebber die in strijd met artikel 3 ter, lid 2, heeft nagelaten een discriminerende toepassing te melden, wordt gestraft met een administratieve boete tussen 50 en 500 euro. ”.

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen in het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus*

Art. 9. Artikel 1 van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus wordt aangevuld met een punt 16°, luidend als volgt:

”16° een discriminerend verzoek: een verzoek dat, indien aanvaard, discriminatie creëert in de zin van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie. ”.

Art. 10. In artikel 10, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, wordt punt 6° vervangen door wat volgt:

”6° zich voegen naar het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, de Wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, de Wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen en de Wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

Art. 11. In hoofdstuk IV, afdeling 1, van hetzelfde decreet wordt een artikel 10/1 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 10/1. § 1. Het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau weigert elk discriminerend verzoek van een werkgever.

Het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau meldt elk discriminerend verzoek dat het ontvangt van een werkgever onverwijld aan de inspecteurs bedoeld in het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboetes toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen, door middel van het daartoe voorziene digitale formulier. Het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau verstrekt alle relevante details over het discriminerende verzoek, waaronder de contactgegevens van de gebruiker, de aard van de vermeende discriminatie en alle andere informatie die het onderzoek kan vergemakkelijken.

§ 2. Het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau dat niet slaagt voor een situatietest, wordt verondersteld discriminatie te hebben toegepast in zijn arbeidsbemiddelingsactiviteiten.

Het gaat om de situatietest bedoeld in artikel 10/1 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen betreffende economisch beleid, werkgelegenheidsbeleid en wetenschappelijk onderzoek, evenals de invoering van administratieve geldboetes in geval van overtreding van bedoelde wetgevingen en reglementeringen, in artikel 10/1 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen of artikel 42/1 van het Sociaal Strafwetboek. ”.

Art. 12. In artikel 11, § 1, 5°, *d*) van hetzelfde decreet worden, de woorden “met inbegrip van de discriminatie tussen mannen en vrouwen inzake economie, tewerkstelling en beroepsopleiding” opgeheven.

Art. 13. In hoofdstuk IV, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt een artikel 11/1 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 11/1. § 1. Het erkende uitzendbureau weigert elk discriminerend verzoek van een gebruiker.

Het erkend uitzendbureau meldt elk discriminerend verzoek dat het ontvangt van een werkgever aan de inspecteurs bedoeld in het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboetes toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen, door middel van het daartoe voorziene digitale formulier. Het erkend uitzendbureau verstrekt alle relevante details over het discriminerende verzoek, waaronder de contactgegevens van de gebruiker, de aard van de vermeende discriminatie en alle andere informatie die het onderzoek kan vergemakkelijken.

§ 2. Het erkend uitzendbureau dat niet slaagt voor een situatietest, wordt verondersteld discriminatie te hebben toegepast in zijn uitzenddienst.

Het gaat om de situatietest bedoeld in artikel 10/1 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen betreffende economisch beleid, werkgelegenheidsbeleid en wetenschappelijk onderzoek, evenals de invoering van administratieve geldboetes in geval van overtreding van bedoelde wetgevingen en reglementeringen, in artikel 10/1 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen of artikel 42/1 van het Sociaal Strafwetboek. ”.

Art. 14. “In artikel 13, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « van artikel 10” vervangen door de woorden “van de artikelen 10 en 10/1”.

Art. 15. Artikel 16 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 28 februari 2019, wordt aangevuld met paragraaf 3, luidend als volgt :

" § 3. Het arbeidsbemiddelingsbureau of het uitzendbureau, zijn aangestelde of zijn lasthebber die in strijd met artikel 10, § 1, lid 2, of artikel 11/1 § 1, lid 2, heeft nagelaten een discriminerende toepassing te melden, wordt gestraft met een administratieve boete tussen 50 en 500 euro. "

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen in het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen*

Art. 16. In artikel 1 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 13° worden de woorden "of een alternatieve maatregel" ingevoegd tussen de woorden "een administratieve geldboete" en de woorden "overeenkomstig Hoofdstuk 9 opgelegd kan worden";

2° er wordt een punt 16° ingevoegd, luidend als volgt:

"16° de alternatieve maatregel: de door de sanctionerend ambtenaar aan de overtreder opgelegde maatregel die, indien rechtsgeldig uitgevoerd, de administratieve geldboete vervangt overeenkomstig de bepalingen van afdeling 2/1 van hoofdstuk 9. "

Art. 17. Er wordt een artikel 10/1 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 10/1. § 1. Met het oog op het onderzoeken en vaststellen van inbreuken op het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en de uitvoeringsbesluiten ervan, kunnen inspecteurs situatietests uitvoeren bij de werkgever en de begunstigde door zich voor te doen als klanten, potentiële klanten, werknemers of potentiële werknemers, om na te gaan of er discriminatie op basis van één of meerdere beschermde criteria als bedoeld in artikel 4, 5°, van voornoemd decreet werd of wordt gepleegd.

De situatietest die door de inspecteurs wordt uitgevoerd onder een aangenomen identiteit en, in afwijking van artikel 6, zonder dat zij zich hoeven te verantwoorden voor hun taak of voor het feit dat de bij deze gelegenheid gedane bevindingen kunnen worden gebruikt voor de doeleinden van de inspectie, kan onder andere, maar niet uitsluitend, bestaan uit :

1° de verzending door inspecteurs, in principe naar aanleiding van een werkaanbieding of, onverminderd paragraaf 4, in de vorm van spontane kandidaturen, van gelijkaardige kandidaturen die enkel verschillen volgens één van de beschermde criteria bedoeld in artikel 4, 5°, van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

2° het leggen van contact met een werkgever om na te gaan of hij niet ingaat op een discriminerend verzoek van een klant of potentiële klant.

De opname van het gesprek die buiten medeweten van de andere deelnemers aan het gesprek is gemaakt, mag voor bewijsdoeleinden worden gebruikt op voorwaarde dat zij is gemaakt door de inspecteurs die aan het gesprek deelnemen of het gesprek bijwonen dat door de in paragraaf 7 bedoelde derde is gevoerd.

In het geval van een situatietest zijn de artikelen 193 tot 214 van het Strafwetboek niet van toepassing wanneer fictieve elementen worden ingevoerd in de kandidaturen die zijn opgesteld om een test te kunnen uitvoeren.

§ 2. De volgende personen die, tijdens de situatietests voorzien in dit artikel, de nodige strafbare feiten plegen, plegen geen overtreding:

1° de inspecteurs;

2° de magistraat van het openbaar ministerie die, indien nodig, de situatietest toestaat;

3° de in paragraaf 7 bedoelde derde partij wanneer hij tijdelijk een inspecteur vervangt om de situatietest uit te voeren;

4° de deskundige bedoeld in paragraaf 8 wanneer hij betrokken is bij de voorbereiding van een kandidatuur.

§ 3. Alle acties die tijdens de situatietest worden uitgevoerd en de resultaten worden vastgelegd in een verslag.

De inspecteur stuurt een kopie van het verslag over de situatietest per aangetekende post naar het slachtoffer dat de klacht heeft ingediend, als het slachtoffer daarom vraagt. De kennisgeving vindt plaats binnen vijftien dagen na de aanneming van het verslag.

§ 4. De situatietest voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° hij kan niet provocerend zijn in de zin van artikel 30 van de inleidende titel van het Wetboek van Strafvordering en is beperkt tot het creëren van een gelegenheid om een discriminerende praktijk aan de kaak te stellen door, zonder overdrijving, een wervings- of selectieprocedure of een andere werksituatie waarin een dergelijke praktijk kan voorkomen, te reproduceren;

2° hij wordt alleen uitgevoerd in de volgende gevallen:

a) op basis van de aanwezigheid van objectieve aanwijzingen van discriminatie, of

na een gegronde klacht of een melding;

b) op basis van een redelijk vermoeden van discriminerende praktijken die op het niveau van een activiteitensector aan het licht zijn gekomen, in het bijzonder door de resultaten van statistische studies;

c) op basis van een redelijk vermoeden van discriminerende praktijken die aan het licht zijn gekomen, in het bijzonder naar aanleiding van de resultaten van een vergelijking van de sociale gegevens van bedrijven binnen een activiteitensector met die van de Waalse economie.

De situatietests bedoeld onder b) en c) worden alleen uitgevoerd met de uitdrukkelijke voorafgaande toestemming van de arbeidsauditeur of de officier van justitie.

§ 5. Als de situatietest die in overeenstemming met deze bepaling wordt uitgevoerd, positief is, vormt dit een feit dat aanleiding geeft tot een vermoeden van het bestaan van directe of indirecte discriminatie die kan worden bestraft in overeenstemming met het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

§ 6. Als de situatietest positief is, horen de inspecteurs de overtreder overeenkomstig artikel 33 en 34.

§ 7. De inspecteur kan, uitsluitend met het oog op het uitvoeren van een situatietest, tijdelijk een beroep doen op een derde die geen inspecteur is, voor zover het uitvoeren van die test de tussenkomst vereist van een persoon die een bijzonder kenmerk heeft dat verband houdt met een van de discriminatiegronden vermeld in artikel 4, 7° en 9°, van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie. Deze derde partij handelt in naam van de inspecteur en onder diens volledige verantwoordelijkheid.

De arbeidsauditeur of de procureur des konings geeft zijn uitdrukkelijke voorafgaande toestemming voor ondersteuning door een derde partij.

De Regering bepaalt de procedures voor de aanstelling van derden en de voorwaarden waaronder zij kunnen worden bezoldigd.

§ 8. Bij het opstellen van een sollicitatieformulier voor een situatietest kan de inspecteur zich laten bijstaan door een deskundige, die geen inspecteur is, als de vacature waarop hij wil reageren of de open sollicitatie die hij wil versturen, overeenkomt met een bepaald profiel.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de aanstelling van derden en de voorwaarden waaronder zij kunnen worden bezoldigd.

Art. 18. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk IX vervangen als volgt:

“Administratieve boetes en alternatieve maatregelen”.

Art. 19. In artikel 50 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “of een alternatieve maatregel” ingevoegd na de woorden “maken het voorwerp uit van een administratieve geldboete”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “bestraft met een administratieve geldboete” vervangen door de woorden “bestraft met een administratieve geldboete of maken het voorwerp uit van een alternatieve maatregel”;

3° in paragraaf 3 worden de woorden “en neemt beslissingen over alternatieve maatregelen” ingevoegd tussen de woorden “legt de administratieve geldboetes” en de woorden “onder voorwaarden die zijn onafhankelijkheid en onpartijdigheid waarborgen”.

Art. 20. In artikel 51 van hetzelfde decreet worden de woorden “of van een alternatieve maatregel” ingevoegd tussen de woorden “van een administratieve geldboete” en de woorden “wordt uitgesloten”.

Art. 21. In artikel 52, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “of de procedure voor de administratieve geldboete moet worden opgestart” vervangen door de woorden “of er een administratieve procedure wordt gestart”.

Art. 22. In artikel 56, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “of tot de alternatieve maatregel” ingevoegd tussen de woorden “tot een administratieve geldboete” en de woorden “ter beschikking van de”.

Art. 23. In het opschrift van onderafdeling 3, afdeling 1 van hoofdstuk IX van hetzelfde decreet worden de woorden “of een alternatieve maatregel” ingevoegd na de woorden “een administratieve geldboete”.

Art. 24. In artikel 58 van hetzelfde decreet worden de woorden “of de alternatieve maatregel” ingevoegd tussen de woorden “De administratieve geldboete” en de woorden “kan alleen worden opgelegd”.

Art. 25. In artikel 59, eerste lid van hetzelfde decreet worden de woorden “of de alternatieve maatregel” ingevoegd tussen de woorden “De administratieve geldboete” en de woorden “kan niet meer worden opgelegd”.

Art. 26. In artikel 60 van hetzelfde decreet worden de woorden “of de alternatieve maatregel” ingevoegd tussen de woorden “De administratieve geldboete” en de woorden “mag niet worden opgelegd”.

Art. 27. In artikel 61, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “een eenvoudige schuldigverklaring of een administratieve geldboete opleggen” vervangen door de woorden “een eenvoudige schuldigverklaring of een alternatieve maatregel of een administratieve geldboete opleggen”.

Art. 28. In artikel 62, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “alternatieve maatregel of” ingevoegd tussen het woord “overwogen” en de woorden “administratieve geldboete”.

Art. 29. In artikel 63 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “of de alternatieve maatregel” ingevoegd tussen de woorden “administratieve geldboete” en de woorden “is met redenen omkleed”;

2° lid 2 wordt vervangen door wat volgt:

“Ze vormt een bevel om ofwel de administratieve boete te betalen ofwel de alternatieve maatregel uit te voeren of, bij gebreke van een geldige uitvoering van deze maatregel, om de administratieve geldboete te betalen en omvat onder andere de juridische en feitelijke overwegingen die nodig zijn om te reageren op de ingediende verweren en om het bedrag van de administratieve geldboete te rechtvaardigen, evenals, indien van toepassing, de modaliteiten voor de tenuitvoerlegging van de alternatieve maatregel.”;

3° in lid 3 wordt een punt 4°/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“4°/1 indien van toepassing, de modaliteiten voor de tenuitvoerlegging van de alternatieve maatregel”.

Art. 30. In artikel 64, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “tot betaling van de geldboete binnen de termijn bepaald bij artikel 68” vervangen door de woorden “tot betaling van de geldboete binnen de termijn bepaald bij artikel 68 of tot uitvoering van de alternatieve maatregel of, bij gebreke van geldige uitvoering van deze maatregel, tot betaling van de administratieve geldboete”.

Art. 31. In artikel 66 van hetzelfde decreet worden de woorden “of een alternatieve maatregel” ingevoegd na de woorden “een administratieve geldboete”.

Art. 32. In artikel 68, eerste lid, van hetzelfde decreet worden na de woorden “of op de dag van de kennisgeving van de uitnodiging tot betaling van de administratieve geldboete, indien de alternatieve maatregel niet op geldige wijze ten uitvoer is gelegd” ingevoegd na de woorden “of op de dag waarop de gerechtelijke beslissing in kracht van gewijsde is gegaan”.

Art. 33. In het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk IX van hetzelfde decreet worden de woorden “en op de alternatieve maatregelen” ingevoegd na de woorden “op de administratieve geldboetes”.

Art. 34. In artikel 80, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "of een alternatieve maatregel" ingevoegd tussen de woorden "tot oplegging van een administratieve geldboete" en de woorden "of een veroordeling".

Art. 35. Het opschrift van onderafdeling 5, afdeling 2, van hoofdstuk IX van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt: "Uitwissing van de administratieve geldboete of van de alternatieve maatregel".

Art. 36. In artikel 83 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "of een alternatieve maatregel" worden ingevoegd tussen de woorden "de administratieve geldboete" en de woorden "mag geen rekening worden gehouden".

2° de woorden "of een alternatieve maatregel" worden ingevoegd tussen de woorden "tot oplegging van een administratieve geldboete" en de woorden "of tot schuldigverklaring".

Art. 37. In hoofdstuk IX van hetzelfde decreet wordt een afdeling 2/1 ingevoegd, met als opschrift "Alternatieve maatregelen".

Art. 38. In hoofdstuk IX, afdeling 2/1, ingevoegd bij artikel 50, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, met als opschrift "Algemene bepalingen".

Art. 39. In hoofdstuk IX, afdeling 2/1, onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 51, wordt een artikel 85/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 85/1. § 1. In gevallen waarin de sanctionerend ambtenaar het passend acht en waarin de wet- of regelgeving uitdrukkelijk daarin voorziet, kan hij de volwassen overtreder een alternatieve maatregel opleggen, met instemming van de overtreder of op zijn verzoek.

Als het voorstel van de sanctionerend ambtenaar komt, is de overtreder verplicht om binnen 30 dagen na de datum waarop de brief met het voorstel voor de alternatieve maatregel is verzonden, te reageren.

Als het voorstel wordt aanvaard, deelt de sanctionerend ambtenaar zijn beslissing mee, met vermelding van de modaliteiten voor de uitvoering van de maatregel en het opleggen van een administratieve geldboete als alternatief.

Bij weigering behoudt de sanctionerend ambtenaar de mogelijkheid om alleen een administratieve geldboete op te leggen.

§ 2. Aan het einde van de in de beslissing vastgestelde periode wordt de uitvoering van de alternatieve maatregel gecontroleerd en informeert de sanctionerend ambtenaar de overtreder:

1° ofwel dat hij de goede uitvoering van de alternatieve maatregel valideert en dat er geen administratieve geldboete verschuldigd is;

2° ofwel dat hij de goede uitvoering daarvan niet valideert en veroordeelt hij hem tot betaling van de administratieve geldboete voorzien in de beslissing bedoeld in artikel 63.

De sanctionerend ambtenaar kan de in de beslissing vastgestelde termijn met maximaal zestig dagen na de oorspronkelijk vastgestelde termijn verlengen, op voorwaarde dat de overtreder redelijke gronden opgeeft voor de overschrijding van de termijn. "

Art. 40. In hoofdstuk IX, afdeling 2/1, ingevoegd bij artikel 50, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd met als opschrift "Dienstverlening als burger".

Art. 41. In hoofdstuk IX, afdeling 2/1, onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 53, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 85/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 85/2. § 1. De dienstverlening als burger bestaat, in voorkomend geval gezamenlijk, in:

1° een opleiding;

2° een gratis dienst die onder toezicht staat van een door de Regering aangeduide entiteit.

Ze wordt uitgevoerd binnen een jaar na de datum van kennisgeving van de beslissing door de sanctionerend ambtenaar.

§ 2. Het in artikel 85/1, § 2, bedoelde toezicht wordt uitgeoefend door een begeleidingsinstelling.

Als de begeleidingsinstelling van mening is dat de overtreder de dienstverlening als burger op geldige wijze binnen de termijn heeft voltooid, stelt zij de sanctionerend ambtenaar hiervan per e-mail op de hoogte.

Als de begeleidingsinstelling constateert dat de dienstverlening als burger niet naar behoren binnen de termijn is verricht, meldt zij dit uiterlijk dertig dagen na het verstrijken van de in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde termijn aan de ambtenaar die de sanctie heeft opgelegd. "

Art. 42. De Regering zal de toepassing van dit decreet evalueren tijdens het derde jaar na de inwerkingtreding ervan.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 april 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT
De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.
Stukken van het Waals Parlement, 1710 (2023-2024) Nrs. 1 tot 4
Volledig verslag, plenaire zitting van 26 april 2024
Bespreking.
Stemming.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2024/008612]

29 AUGUSTUS 2024. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van artikel 15, § 2 van gezamenlijk decreet en ordonnantie van 26 april en 16 mei 2019 betreffende de Brusselse ombudsman

VERSLAG AAN HET VERENIGD COLLEGE VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

Betref : Ontwerpbesluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie houdende uitvoering van artikel 15, § 2 van gezamenlijk decreet en ordonnantie met betrekking tot de Brusselse ombudsman van 16 mei 2019 - Klokkeluiders.

I. Context

Het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 betreffende de Brusselse ombudsman belasten het Verenigd College, voor wat haar diensten betreft, met de taak om de modaliteiten te bepalen met betrekking tot de oprichting, de organisatie en de werking van het interne luik van het systeem voor de melding van een vermoedelijke integriteitsschending .

Het Verenigd College moet in het bijzonder de modaliteiten bepalen voor de communicatie, de verwerking en het onderzoek naar aanleiding van een interne melding, evenals de modaliteiten met betrekking tot de verantwoordelijkheden, bevoegdheden, rollen, functies en keuze van het interne luik van het systeem voor de melding van een vermoedelijke schending van de integriteit.

II. Samenvatting

Art. 1: Dit artikel herinnert aan het doel van het besluit dat, in overeenstemming met het gezamenlijk decreet en de ordonnantie van 26 april en 16 mei 2019 betreffende de Brusselse ombudsman, gedeeltelijk beoogt de richtlijn (EU) 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 betreffende de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden, om te zetten.

Art.2 : Dit artikel bepaalt dat dit besluit van toepassing is op het personeel van de instanties bedoeld in artikel 2, § 1 van het gezamenlijk decreet en de ordonnantie van 26 april en 16 mei 2019 betreffende de Brusselse ombudsman.

Art.3: Dit artikel betreft de definitie-elementen.

Art.4: Elke instantie, onder de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, stelt kanalen in voor de ontvangst en behandeling van interne meldingen van vermoede inbreuken op de integriteit.

Art. 5: Dit artikel voorziet dat het personeelslid dat overweegt een vermoede inbreuk op de integriteit te melden, geïnformeerd en geadviseerd kan worden over de inhoud en de toepassing van dit ontwerpbesluit door de integriteitsvertrouwenspersoon die bevoegd is voor zijn instelling.

Art. 6: Dit artikel bepaalt dat de interne actoren die bevoegd zijn voor het ontvangen van meldingen en die meldingsrapporten ontvangen, de informatie die zij verzamelen niet mogen onthullen aan andere actoren dan degenen die bevoegd zijn voor de behandeling van de melding, op alle fasen van het meldingsproces. Op dezelfde manier waarborgt het systeem, door zijn ontwerp, implementatie en beheer, de vertrouwelijkheid van het proces in termen van veiligheid.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/008612]

29 AOUT 2024. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 29 août 2024 portant exécution de l'article 15, § 2, du décret et ordonnance conjoints des 26 avril et 16 mai 2019 relatifs au médiateur bruxellois

RAPPORT AU COLLÈGE RÉUNI DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE

Sujet : Projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant exécution de l'article 15, § 2, du décret et ordonnance conjoints des 26 avril et 16 mai 2019 relatifs au médiateur bruxellois - Lanceurs d'alerte.

I. Contexte

Les décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 relatifs au médiateur bruxellois confient au Collège réuni, en ce qui concerne ses services, la tâche de déterminer les modalités relatives à la création, à l'organisation et au fonctionnement de la composante interne du système de signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité .

Le Collège réuni doit, en particulier, déterminer les modalités de communication, de traitement et d'enquête suite à un signalement interne, ainsi que les modalités relatives aux responsabilités, compétences, rôles, fonctions et à la sélection de la composante interne du système de signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité.

II. Résumé

Art. 1 : Cet article rappelle l'objet de l'arrêté qui vise, conformément au décret et ordonnance conjoints des 26 avril et 16 mai 2019 relatifs au médiateur bruxellois, à transposer partiellement la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection de personnes qui signalent des violations du droit de l'Union.

Art.2: Cet article énonce que le présent projet d'arrêté est applicable aux membres du personnel des instances visées à l'article 2, § 1^{er} du décret et ordonnance conjoints des 26 avril et du 16 mai 2019 relatifs au médiateur bruxellois, relevant de la compétence de la Commission communautaire commune.

Art. 3 : Cet article porte sur les éléments de définition.

Art.4: Chaque instance, relevant de la compétence de la Commission communautaire commune, met en place des canaux pour la réception et le traitement des signalements internes d'une atteinte suspectée à l'intégrité.

Art. 5 : Cet article prévoit que le membre du personnel qui envisage de signaler une atteinte suspectée à l'intégrité peut se faire informer et conseiller sur le contenu et l'application du présent projet d'arrêté par la personne de confiance d'intégrité compétente pour son institution

Art. 6 : Cet article énonce que les acteurs internes compétents pour la réception des signalements qui reçoivent les rapports de signalement ne peuvent révéler les informations qu'ils recueillent à aucun autre acteur que ceux compétents pour assurer le traitement du signalement, et ce, à toutes les phases du processus de signalement. De même, le système, de par sa conception, sa mise en place et sa gestion, protège en termes de sécurité la confidentialité du processus.